



«Je veux donner du sens à la rigueur»

Interview Plan d'austérité, G20, chaos grec, zone euro qui tanguent... les premières semaines de François Hollande comme candidat ont été bousculées par la crise.

Par **MATTHIEU ECOIFFIER, GRÉGOIRE BISEAU, LUC PEILLON**

Candidat socialiste à la présidence de la République, François Hollande revient sur ses propositions pour lutter contre la crise et critique les mesures attendues du nouveau plan de rigueur du gouvernement.

Le gouvernement doit présenter ce matin un plan d'économies permettant, selon lui, de boucler l'un des budgets «les plus rigoureux depuis 1945». Un effort excessif ou réaliste ?

Méfions-nous, tout d'abord, des proclamations churchiliennes, qui cachent souvent une improvisation. Tel est le cas. Car il ne s'agira pas du budget le plus rigoureux présenté depuis la Seconde Guerre mondiale. Il y en a eu bien d'autres. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le gouvernement a été pris de court par le ralentissement de la croissance. Un retournement qui était pourtant prévisible et qui l'a obligé à inventer, à la hâte, des mesures qui n'ont pas été intégrées dans la loi de finances, laquelle vient pourtant d'être votée. Par ailleurs, est-ce que ces mesures, de l'ordre de 6 à 8 milliards, seront suffisantes ? Sûrement pas puisque l'activité sera plus faible encore que ce qui est affiché [1% en 2012, nldr].

Cela veut-il dire qu'il faut aller plus loin dans l'effort d'économies ou, au contraire, renoncer à l'austérité ?

L'alternative n'est pas dans le refus d'un ajustement financier ou dans son amplification, mais dans le choix des catégories sociales qui vont devoir subir cet effort supplémentaire. N'oublions pas que, depuis le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, 75 milliards de recettes fiscales ont été perdus, en raison d'allègements en faveur des grandes entreprises et des ménages les plus favorisés. Il eut été légitime de récupérer une partie de ces sommes accordées sans résultat tangible sur l'économie réelle. Or, plutôt que de s'engager dans cette voie, le gouvernement poursuit une politique faite de bricolages et de rapiéçages avec la création d'un taux intermédiaire de TVA qui n'épargnera pas les classes populaires, ou encore une surtaxe pour les grandes entreprises dont on ne sait si elle sera pérenne ou non.

Vous assumez donc le mot de «rigueur»...

A condition de lui donner un sens. La rigueur comme gestion sérieuse des finances publiques et la rigueur à l'égard des plus fortunés dès lors qu'ils ont beaucoup reçu. Je pense à ces dirigeants laxistes lorsqu'il s'agit de s'octroyer des rémunérations vertigineuses - bonus et stock-options - et sévères à l'égard de l'évolution des revenus des salariés qui relèvent de leur responsabilité.

Le programme du PS propose de relever la TVA sur la restauration, alors que Jérôme Cahuzac, président socialiste de la commission des finances à l'Assemblée, le refuse...

Que de variations, de contradictions dans la politique fiscale qu'a suivie le président sortant ! Que reste-t-il de son paquet fiscal d'origine ? Le bouclier fiscal a sauté, mais l'ISF a été diminué avec un coût deux fois supérieur pour le Trésor public (soit 1,5 milliard d'euros). La déductibilité des intérêts d'emprunts pour l'achat d'une résidence principale n'aura pas tenu plus de quelques mois, les exonérations sociales sur les heures

supplémentaires ont été écornées, et voilà que la TVA sur la restauration est elle-même, aujourd'hui, en discussion.

Pour être clair, vous êtes toujours favorable à la suppression de la baisse de la TVA sur la restauration ou pas ?

Je proposerai une négociation à la profession. Soit maintenir un taux de TVA à 5,5% mais en exigeant des actions bien plus efficaces en termes d'emplois et de baisse des prix pour le consommateur, soit revenir au taux de 19,6% dès lors que les objectifs n'ont pas été atteints.

Concrètement, comment trouveriez-vous les 6 à 8 milliards d'euros d'économie ? Quelles sont les mesures fiscales de Sarkozy que vous auriez remis en cause ?

J'aurais remis en cause les niches fiscales par un coup de rabot général, c'est-à-dire par un abaissement du plafonnement global de leurs effets. J'aurais annulé l'allègement de l'ISF, et je serais revenu sur l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires qui jouent contre l'emploi.

Ne faut-il pas revoir le projet du PS, construit sur une hypothèse de 2% de croissance ?

Le projet s'inscrit dans le temps, c'est-à-dire au moins une législature. Mon projet présidentiel établira une hiérarchie des priorités en insistant sur la jeunesse, la réindustrialisation et la justice fiscale. Il prévoira l'agenda de nos réformes durant le prochain quinquennat.

On a l'impression que, sur la création de 60 000 postes dans l'Education nationale, vous revenez en arrière en évoquant un manque d'étudiants...

Les vocations ont en effet été découragées ces dernières années. La nouvelle majorité lancera, après concertation, un plan pluriannuel pour l'éducation comportant des engagements quantitatifs annoncés et les réformes qualitatives nécessaires. Dans l'attente, un dispositif d'urgence sera prévu pour la rentrée 2012.

Sur la crise de la zone euro, le plan de sauvetage de la Grèce, ne mèneriez-vous pas la même politique que celle du pouvoir ?

Si j'avais été aux responsabilités du pays, il y a dix-huit mois, j'aurais pris les mesures permettant de juguler durablement la spéculation. Premièrement, en mettant immédiatement à contribution le secteur privé pour soulager la dette grecque, ce qui n'a finalement été consenti qu'en octobre. Deuxièmement, en imposant une intervention bien plus massive de l'Union européenne pour qu'elle se substitue à Athènes sur une partie de sa dette via un fonds de stabilité financière, ce qui n'a été décidé que le 21 juillet. Enfin, je n'aurais pas imposé aux Grecs un plan d'austérité tel qu'il n'a obtenu aucun des résultats escomptés. Quant à la conception même de la solidarité financière dans la zone euro, j'ai dénoncé en août le fait que Nicolas Sarkozy ait abandonné la proposition française des eurobonds à laquelle s'étaient ralliées les autorités européennes. C'est la France qui a cédé devant l'Allemagne.

C'est plutôt face au refus catégorique de l'Allemagne que la France a cédé...

Ce n'est pas parce que M^{me} Merkel s'y refusait qu'il fallait lui donner pour autant raison ! Il était possible d'accepter un fédéralisme budgétaire à la condition d'obtenir en échange les eurobonds. Ce qui n'a pas été fait. Résultat, nous aurons sûrement la discipline budgétaire, et elle sera sévère. Mais nous n'aurons pas la possibilité donnée à l'Union européenne d'emprunter pour elle-même, et pas davantage la monétisation à la Banque centrale européenne d'une partie de la dette.

Vous étiez donc prêt à des abandons de souveraineté supplémentaires sur le budget français...

Mais nous aurons ce renforcement du contrôle de nos politiques budgétaires par les autorités de l'UE, puisqu'il est en train d'être négocié dans le nouveau pacte de stabilité

et de compétitivité. Donc, nous avons déjà abandonné une partie de notre souveraineté budgétaire, mais sans aucun progrès en matière de solidarité européenne et aucune avancée en matière de politique de croissance. C'est cette abdication que je dénonce.

Vous étiez en fin de semaine en Corrèze tandis que Sarkozy clôturait le G20 à Cannes et réunissait les ministres concernés par le plan de rigueur. Est-ce la bonne façon de rendre votre projet alternatif audible ?

Je ne joue pas un rôle qui n'est pas encore le mien. Je n'ai pas à organiser un contre-G20, et d'ailleurs avec qui ? J'ai à préparer le prochain G20. Je ne suis pas un contre-président, je suis le prochain.

Vous êtes le candidat officiel depuis le 16 octobre, mais vous n'êtes pas en campagne. Avec la crise de l'euro qui s'amplifie, cette séquence ne vous met-elle pas en porte-à-faux ?

Non. Je fournis des propositions ; je critique l'absence de résultats du G20 qui devait être la grande œuvre du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Je ne m'en réjouis pas car le bilan qu'il nous laissera en 2012 sera lourd. Il aura aggravé la dette publique de 500 milliards d'euros. Je gère le temps au rythme que j'ai choisi sans hâte ni pause. Je livrerai dans les jours qui viennent mon organisation de campagne, mon programme de déplacements et je présenterai le projet présidentiel au bon moment, quand les Français seront dans le débat sur le choix de leur avenir et sur le jugement du mandat précédent, c'est-à-dire au début de l'année prochaine.

Source : <http://www.liberation.fr/politiques/01012370005-je-veux-donner-du-sens-a-la-rigueur>